

Des pistes pour combattre le populisme

Comment renouveler l'offre politique en Europe ? Six intellectuels livrent leurs idées

Patrick Weil « Réformer nos politiques de l'égalité »

La question des réfugiés ne peut plus se contenter d'ajustements techniques. L'Europe a été mise en accusation, alors qu'elle a fait beaucoup plus, comparée aux Etats-Unis, à l'Arabie saoudite ou à l'Australie, qui sont intervenus militairement dans la région, à la différence de l'Allemagne. C'est à l'échelle mondiale et non au plan européen qu'il faut repenser un système, fondé en 1951, sur le droit souverain des Etats d'admettre ou de refuser l'entrée aux demandeurs d'asile.

Sur le dossier syrien, on a attendu de l'Europe qu'elle ne gère que sa dimension humanitaire. Il fallait une conférence internationale sur la Syrie, une coopération dans tous les domaines de la crise, du militaire à l'humanitaire. Sur les questions de l'intégration des populations d'origine immigrée et de la diversité : au cœur du vote du Brexit et de l'élection de Donald Trump réside l'importance du principe d'égalité des conditions dont Tocqueville avait repéré qu'il était « le fait générateur dont chaque fait particulier semblait descendre ».

Pour de nombreux électeurs britanniques et américains, le sentiment de ne plus bénéficier de l'attention des politiques d'égalité, d'être abandonnés, a joué un rôle important. Mais ce principe d'égalité a suscité un deuxième problème, majeur :



Patrick Weil est historien, auteur de plusieurs livres sur l'histoire de l'immigration et de la citoyenneté, chercheur à l'université Paris-I et professeur invité à la faculté de droit de l'université Yale (Etats-Unis)

dès lors qu'il a bénéficié de des minorités ou de des immigrés, il a souvent été rejeté par ces scrutins. Dans toute l'Europe, on doit avoir conscience que le problème des politiques d'égalité est aussi le nôtre. On doit y remédier en les réformant, en veillant à ce qu'elles bénéficient aux citoyens les plus délaissés indépendamment de la couleur, de la peau ou de la religion. Trop souvent, aux Etats-Unis comme en Europe, les citoyens ne se sentent compatriotes que par le droit, pas par le sentiment. Trop souvent un passé homogène est mythifié. Qui se souvient qu'au milieu du XIX^e siècle, l'historien français Ernest Lavisse parlait de la Prusse comme le seul exemple de « melting-pot » en Europe ? Chacun de nos pays s'est construit autour de valeurs et de référents communs qu'il faut repérer et connaître. Mais il n'y a pas d'opposition entre ce qui nous unit et notre diversité. Il y a combinaison et composition.

Réformer nos politiques de l'égalité et mieux regarder en face notre histoire, celle qui peut les rassembler et les rendre plus compatriotes, voilà ce qui doit être notre tâche. ■

Franziska Zanker « Etendre les possibilités de migration légale »

La migration existera toujours. L'Europe elle-même a une longue histoire dans ce domaine. L'Union européenne peut jouer un rôle positif dans la maîtrise de cette crise. Pour ce faire, elle doit consacrer toutes ses forces à placer les faits au centre du débat. En rappelant, par exemple, que ce n'est pas l'Europe, mais les pays du Sud qui supportent la plus lourde charge dans cette crise, qu'ils ont donc besoin d'une aide extérieure d'urgence. Et que classer les migrants en réfugiés de guerre et réfugiés économiques a peu de sens – dans la majorité des cas, les raisons de la fuite sont mêlées.

En deuxième lieu, l'UE devrait étendre les possibilités de migration légale. Non seulement elle éviterait une traversée mortelle de la Méditerranée, mais elle procurerait des avantages aux Européens. Un exemple : dans le domaine des soins aux personnes âgées, l'Union pourrait attribuer des visas de formation combinés à l'autorisation de travailler ensuite quelques années en Europe. Cela comblerait des manques sur notre continent. En même temps, les pays d'origine profiteraient du retour de ces personnes bien formées. D'une manière générale, l'Europe devrait penser la migration en termes plus circulaires : les gens

viennent pour une période limitée, envoient de l'argent chez eux, repartent et reviennent peut-être encore une fois. Cela fait progresser les Etats d'origine et ôte à chaque immigrant la pression liée au fait de devoir rester en Europe à tout prix.

Troisième et dernier point, l'UE devrait repenser sa coopération avec les pays d'origine. Les droits de l'homme ne doivent pas jouer un rôle subalterne dans le dialogue avec les gouvernements des Etats d'origine, car leur violation est souvent une raison centrale de la fuite. Au-delà, on ne devrait pas collaborer avec les seuls gouvernements, mais aussi avec des institutions suprarégionales comme l'Union africaine, qui élabore aussi des programmes de maîtrise de la migration. Il faut également intégrer les administrations municipales et les institutions non gouvernementales. En Afrique, beaucoup de gouvernements ont peu d'influence en dehors de la capitale – or les causes de la fuite apparaissent souvent à la périphérie. ■

(Traduit de l'allemand par Olivier Mannoni)



Franziska Zanker est chercheuse sur la paix et les conflits à l'Institut Arnold Bergstraesser de Fribourg

Massimo Cacciari « Trouver de nouvelles alliances politiques »

Il est ridicule d'évaluer en termes quantitatifs un phénomène qui, pour l'Europe, terre d'émigration depuis toujours, est une nouveauté absolue du point de vue social, politique, économique, et donc du point de vue de la psychologie des masses – ce qui en soi engendre l'inquiétude. On ne peut pas ne pas considérer l'immigration comme un des aspects de la crise que nous traversons. L'histoire procède par discontinuités, et depuis la fin des années 1980, nous sommes entrés dans une « époque axiale », une de ces périodes qui séparent ; ici elle sépare l'ordre, même symbolique, de la guerre froide du désordre contemporain. Il ne s'agit pas seulement d'immigration. Sans trouver un nouvel équilibre et de nouvelles alliances politiques, nous n'en sortirons pas.

La mondialisation ne s'est jamais mieux portée qu'aujourd'hui. Elle n'est pas du tout en crise, elle règne sans partage. Ce qui est en crise, ce sont ses effets : ce qui a échoué, c'est plutôt la gestion éthique, ou politique, de la mondialisation. Mais tout cela remonte à la fin des années 1970, à l'effondrement des politiques d'Etat-providence sociales-démocrates, à la crise budgétaire des Etats, à Thatcher, à Reagan, à la spéculation financière, à la vic-



Massimo Cacciari est philosophe et ancien maire de Venise

toire d'une certaine conception du monde contre laquelle nous avaient mis en garde Paul Krugman ou Guido Rossi, mais à laquelle personne n'est arrivé à porter un coup d'arrêt, ni Blair, ni Clinton, ni les belles âmes convaincues que le salut peut venir de l'« open society », des Nations unies et du règne de la liberté qui devait advenir au terme de la guerre froide.

La réaction d'enfermement, face à cette crise, est compréhensible, mais infantile. Le processus est inéluctable. Le passé ne reviendra jamais plus. Il faut se soucier de l'ignorance populaire comme on le fait d'un enfant qui a peur du noir, mais dans le même temps, il faut de toute urgence chercher à dénouer cet écheveau politique. Les populismes, eux, instrumentalisent la peur, et c'est révoltant. Il est urgent d'élaborer une vision stratégique sur le devenir du monde, parce qu'il y a un risque que, du fait de l'accumulation des injustices, des inégalités et des conflits, survienne une troisième guerre mondiale, même accidentelle. ■

Lionel Shriver «Tempérer l'idéalisme par du pragmatisme»

Si l'on accepte l'idée d'un recul de la gauche progressiste, que je trouve un peu excessive, ce recul est bien mérité et même tardif. La gauche n'a pas été à la hauteur sur l'immigration, en maintenant ce tout questionnement de ces flux massifs était raciste et xénophobe. Cela revient à montrer du doigt et à insulter quiconque émet des doutes sur les arguments économiques avancés pour justifier la migration de masse.

La gauche prône la générosité, alors que ses élites vivent rarement dans les zones où l'impact des nouveaux arrivants est le plus fort : pour les progressistes aisés, l'immigration se résume souvent à une exquise variété de restaurants exotiques.

Ce qui détourne les gens de la gauche, c'est cette idée que tous les « honnêtes gens » doivent être en accord ipso facto, et que si vous n'êtes pas d'accord, vous êtes le mal (où, comme dirait Hillary Clinton, « minable »). La gauche a une longue histoire de bien-pensance : on considère que l'on y a le monopole de la vertu. Dernièrement, cette

L Lionel Shriver est une romancière américaine installée en Grande-Bretagne et auteure notamment d'« Il faut qu'on parle de Kevin » (Belfond, 2006) et de « Big Brother » (J'ai lu, 2016)

conviction a encouragé les gauchistes à devenir toujours plus véhéments, toujours plus catégoriques et toujours plus intolérants les uns envers les autres.

La gauche doit tempérer son idéalisme avec du pragmatisme ; fonder l'argumentaire pro-immigration sur de solides bases économiques, et commencer par plaider en faveur d'une politique *légale* d'immigration plus souple, plus facile, moins chère et plus hospitalière, susceptible d'attirer des travailleurs qualifiés dans des domaines souffrant de pénuries. Elle devrait faire appel à l'intérêt national plutôt que de recourir au sentimentalisme pro-diversité.

Le pragmatisme exigerait également d'abandonner le fantasme selon lequel si l'on envoyait simplement ce sacré 1 % [la part de la population la plus riche] aux oubliettes en le taxant à fond et si l'on étranglait toutes ces entreprises sata-niques, alors, tous les autres, nous pourrions avoir la santé gratuite, des maisons de retraite et des soins à domicile gratuits, des crèches gratuites et un revenu universel garanti pour l'éternité. Réduire les déficits par des augmentations d'impôts frapperait inévitablement les classes moyennes.

Quant au changement climatique, la gauche doit trouver des arguments positifs : ceux qui maîtriseront la prochaine génération des technologies des énergies non fossiles gagneront le gros lot. ■

Christophe Guilluy «Sortir de la posture de supériorité morale»

En Europe comme aux Etats-Unis, la contestation émerge sur les territoires les plus éloignés des métropoles mondialisées. La « France périphérique » est celle des petites villes, des villes moyennes et des zones rurales. Et c'est aussi la « Grande-Bretagne périphérique » qui a voté pour le Brexit.

Attention : il ne s'agit pas d'un rapport entre « urbains » et « ruraux ». La question est avant tout sociale, économique et culturelle. Ces territoires illustrent la sortie de la classe moyenne des catégories qui en constituaient hier le socle : ouvriers, employés, petits paysans, petits indépendants. Ces catégories ont joué le jeu de la mondialisation, elles ont même au départ soutenu le projet européen. Cependant, après plusieurs décennies d'adaptation aux normes de l'économie-monde, elles font le constat d'une baisse ou d'une stagnation de leur niveau de vie, de la précarisation des conditions de travail, du chômage de masse et, in fine, du blocage de l'ascenseur social.

Sans régulation d'un libre-échange qui défavoriserait prioritairement ces catégories et ces territoires, le processus va se poursuivre. C'est pourquoi la priorité est de favoriser le déve-

C Christophe Guilluy est géographe. Il a écrit « Le Crépuscule de la France d'en haut » (Flammarion, 2016)

loppement d'un modèle économique complémentaire (et non alternatif) sur ces territoires qui cumulent fragilités socio-économiques et sédentarisation des populations. Cela suppose de donner du pouvoir aux élus et collectivités de ces territoires.

En adoptant le système économique mondialisé, les pays développés ont accouché de son modèle sociétal : le multiculturalisme. En la matière, la France n'a pas fait mieux (ni pire) que les autres pays. Elle est devenue une société américaine comme les autres, avec ses tensions et ses paranoïas identitaires.

Il n'y a pas d'un côté ceux qui seraient dans l'ouverture et de l'autre ceux qui seraient dans le rejet. Si les catégories supérieures et éduquées ne basculent pas dans le populisme, c'est parce qu'elles ont les moyens de la frontière invisible avec l'Autre. Ce sont d'ailleurs elles qui pratiquent le plus l'évitement scolaire et résidentiel. La question du rapport à l'autre ne se pose donc pas seulement aux catégories populaires.

Poser cette question comme universelle est un préalable si l'on souhaite faire baisser les tensions. Cela implique de sortir de la posture de supériorité morale que les gens ne supportent plus. J'avais justement conçu la notion d'insécurité culturelle pour montrer que, notamment en milieu populaire, ce n'est pas tant le rapport à l'autre qui pose problème qu'une instabilité démographique qui induit la peur de devenir minoritaire et de perdre un capital social et culturel très important. ■

Tony Travers «Dire les choses franchement»

La question de l'immigration est un des sujets avec lesquels la gauche doit se réconcilier : la moitié croit en un internationalisme des frontières ouvertes, l'autre serre les dents et accepte que le noyau dur de son électorat veuille un contrôle plus strict de la circulation des personnes.

En Grande-Bretagne, comme dans bien d'autres endroits, les politiques de tous horizons semblent avoir perdu confiance en eux. Du coup, en tentant de séduire le plus grand nombre de gens possible, ils finissent par promettre beaucoup plus qu'ils ne devraient et par accomplir beaucoup moins qu'ils ne devraient.

Si la gauche veut avoir une chance, elle doit dire les choses franchement et admettre que, si l'on veut plus de fonds pour la santé publique, plus de crédits pour l'aide sociale, plus d'argent pour l'aide au développement international, les impôts augmenteront, et pas seulement pour les riches.

La gauche serait-elle prête à se battre pour une hausse des impôts, y compris pour la classe moyenne ? J'en doute fort. Mais un parti politique capable de formuler la réalité gagnerait au moins des points pour son honnêteté, même s'il peut y perdre en popularité pendant un moment.

La gauche subit une grosse pression pour proposer des

T Tony Travers est professeur d'administration publique à la London School of Economics

politiques attrayantes et convaincantes qui ne repoussent pas l'électorat centriste. C'était tout le génie de Tony Blair : il a pu, mieux qu'aucun autre dirigeant travailliste dans l'Histoire, convaincre les électeurs centristes qu'il était de leur côté. Mentionner le nom de Blair est mal vu aujourd'hui, mais le Labour ne fera jamais oublier que la capacité de Blair à gagner les élections est inégalée.

Pour le Labour, l'idée d'impliquer l'Etat dans le fonctionnement des entreprises privées pourrait être relativement populaire si c'est pour défendre les consommateurs, et à condition que ce ne soit pas perçu comme une vague de nationalisations. Il faut convaincre le public que l'on intervient uniquement pour améliorer la vie des gens – pas juste pour étendre la mainmise de l'Etat.

Finalement, la plupart des gens qui votent ne s'intéressent pas à la politique. Le Labour ne doit pas se laisser définir par les marginaux du parti. C'est en pensant en termes d'intérêt public, plutôt qu'en termes d'intérêts de sections, que les partis politiques parviennent au pouvoir. ■